

Info Birmanie

Info Birmanie
74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél : 01 46 33 41 62

SOMMAIRE :

•Actualités

Situation grave dans l'Etat
Chin

Toujours plus d'oppression
envers les prisonniers politiques

•Les Rohingyas: Drame

•Le mouvement
démocrate birman:
le NCGUB

•Les peuples birmans :
les Shans

•Passons à l'action!

•Chronique littéraire

•Nous soutenir,
nous rejoindre

Paroles de bénévoles

Les Nouvelles de Birmanie

JANVIER 2009

Edito

Ce mois de janvier fut l'occasion pour Info Birmanie de se rendre durant une dizaine de jours du côté de la frontière birmano-thaïe, en compagnie d'une délégation relativement hétéroclite où se mêlaient parlementaires, confrères européens d'Actions Birmanie et de Burma Campaign UK, journalistes et photo-reporters. Un seul objectif nous réunissait : comprendre et documenter la réalité de ces Birmans qui ont du prendre le chemin de l'exil et qui se sont installés en Thaïlande.

On estime à plus de deux millions le nombre de Birmans vivant en Thaïlande. Environ 150.000 d'entre eux vivent dans des camps de réfugiés le long de la frontière, mais des centaines de milliers d'autres sont des migrants clandestins, qui ont fui la barbarie des généraux et la pauvreté endémique. Dans les camps, des réfugiés birmans nous ont livré des témoignages poignants sur l'impossibilité de vivre dignement en Birmanie en raison de la multitude de violations subies au quotidien, mais aussi les difficultés de la vie dans les camps, mêlant incertitudes et désespoir d'un exil sans fin.

Cette mission s'avère indispensable pour Info-Birmanie, qui a le souci permanent de coller aux réalités du terrain et d'aller à la rencontre des acteurs locaux engagés dans l'opposition à la dictature, dans le renforcement de la société civile et dans la mise en place et l'acheminement de l'aide humanitaire. Au gré des réunions officielles et des rencontres informelles, des liens se tissent, et nous découvrons le quotidien de ces activistes et le formidable travail qu'ils réalisent, dans des conditions pourtant difficiles : vivant sans statut légal en Thaïlande, ils connaissent de grandes difficultés à voyager et à participer aux conférences internationales, tandis que les bailleurs de fonds rechignent à octroyer des fonds à leurs organisations, qui ne sont pas enregistrées.

Ces personnes sont pourtant les acteurs clés du changement politique en Birmanie. Et c'est ce qui nous conforte dans notre volonté de les soutenir.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Aung San Suu Kyi et les prisonniers politiques

Des activistes transférés dans des camps de travaux forcés

Selon l'Association birmane d'Assistance aux Prisonniers Politiques (AAPP) basée en Thaïlande, 17 prisonniers politiques, dont un moine bouddhiste, arrêtés suite aux manifestations de 2007, ont été transférés dans des camps de travail à travers tout le pays : un activiste politique adolescent, condamné le mois dernier à trois ans de prison à été transféré la semaine dernière de la prison Insein au camp de travail Shwe Tathay situé dans la ville de Twante, selon une source proche de la famille. De même, le prisonnier politique Zaw Naing Htwe aurait été transféré dans le camp de travail Lay Mine dans la ville de Taungoo. Il est actuellement en train de purger une peine de 9 ans pour avoir reçu illégalement une lettre de son frère, prisonnier politique détenu à Insein.

Se confiant au journal *The Irrawaddy*, Bo Kyi, co-secrétaire de l'AAPP, fait part des inquiétudes de l'association pour les vies et la santé des prisonniers politiques transférés dans ces camps : "Transférer des prisonniers politiques dans des camps de travail revient à les condamner à mort". Les prisonniers des camps de travail birmans vivent dans des conditions très dures et sont terriblement maltraités. Ils sont contraints à travailler de longues journées, avec des chaînes de forçat, pour construire des routes, des barrages, des canaux d'irrigation, ou pour travailler dans des carrières. »

Condamné à 104 ans de prison

C'est la sentence d'un tribunal de Birmanie à l'encontre d'un étudiant âgé d'une vingtaine d'années. Bo Min Yu Ko, a été condamné pour ses "activités politiques" après s'être rendu à la frontière thaïlandaise "pour contacter un groupe en exil" de l'opposition, a déclaré un responsable birman, sous le couvert de l'anonymat. Aucune autre information n'a été donnée par les autorités sur les actes qui lui sont reprochés. Le jeune homme n'a pas été autorisé à être représenté par un avocat, et sa famille n'a pas eu le droit d'assister au procès.

Cette peine de 104 ans est la plus lourde donnée à un dissident politique depuis les récentes séries de procès qui ont débuté en octobre 2008.

RSF se mobilise pour les prisonniers politiques

Reporters sans frontières a lancé une pétition pour demander la libération des deux célèbres bloggeurs Nay Phone latt et Zarganar. Respectivement condamnés pour 20 et 59 ans de prison pour avoir diffusé des informations sur la toile. http://www.rsf.org/article.php?id_article=30154

Publication de Human Rights Watch

Les Chin, opprimés en Birmanie, indésirables en Inde

Un rapport de 93 pages sorti le 28 janvier dans lequel Human Rights Watch répertorie les violations des droits humains causées par les autorités civiles et militaires sur les Chin, minorité ethnique du nord-ouest de la Birmanie.



Les abus concernent entre autres le travail forcé, les arrestations et détentions arbitraires, les cas de torture, la persécution religieuse et de nombreuses autres atteintes aux libertés fondamentales. Rapport disponible (en anglais uniquement): <http://www.hrw.org/en/reports/2009/01/27/we-are-forgotten-people>

Santé

Les Nations Unies redoutent une crise alimentaire

C'est le dernier rapport du Programme Alimentaire Mondial (PAM), publié en janvier, qui alarme sur la situation de six millions de birmans qui auraient besoin de l'aide alimentaire. Six millions, en incluant un millier de personnes dans le delta de l'Irravady, touché par le cyclone Nargis l'année dernière. Les Nations unies voudraient augmenter l'aide alimentaire, mais n'y parviennent pas, parce que pour des raisons inexplicables le gouvernement l'a empêché d'acheter du riz local l'année dernière et parce que les militaires restreignent l'accès aux régions les plus touchées tout au long de la frontière occidentale.

Là où sont principalement installés les Rohingyas et les Chins

Le sida en Birmanie

La Birmanie n'est pas épargnée par cette terrible maladie, il est très difficile d'estimer combien d'habitants du Myanmar sont séropositifs au VIH. D'après le gouvernement, le nombre serait de 177 000, mais l'ONUSIDA pense qu'il pourrait être proche du million et que le pays risque de connaître la plus dramatique épidémie du continent asiatique.

L'aide humanitaire commence à atteindre les villages Chin

75 % des récoltes de l'Etat Chin ont été détruites par une invasion de rats qui a débuté il y a deux ans; selon le Comité Chin de Secours d'Urgence à la Famine, un groupe humanitaire basé à Mizoram, environ 100 000 des 500 000 habitants de l'état souffrent du manque de nourriture. 31 enfants en sont déjà morts. 30% des villageois ont été forcés d'abandonner leurs champs.

Joseph Win Hlaing Oo, le directeur de l'ONG "Country Agency for Rural Development" déclare que son organisation a distribué des denrées alimentaires à environ 20 villages dans l'état Chin. "Il n'y avait pas de nourriture quand nous sommes arrivés dans certains villages," raconte-t-il. "Ils essaient d'emprunter de la nourriture des autres villages, en promettant qu'ils rembourseront l'année suivante. C'est comme ça qu'ils survivent." L'ONG ne peut aider que 50 villages en raison de restrictions budgétaires. Selon lui, la junte n'a autorisé les groupes humanitaires à distribuer du riz qu'en min-novembre dernier. En septembre 2008, environ 50 anciens de villages de l'Etat Chin s'étaient rendus jusqu'à la frontière indienne du Mizoram pour réclamer une aide humanitaire internationale.

Selon les experts, tous les cinquante ans, une variété de bambous très répandue dans l'Etat Chin, à l'ouest de la Birmanie, fleurit et donne un fruit dont les rats raffolent. Les rongeurs se multiplient alors à grande vitesse et, après avoir avalé toutes les graines de bambou, dévorent les cultures sur pied ainsi que les maigres stocks de nourriture des villageois. Cette ca-

Les Rohingyas: le scandale

Au cours du mois de janvier, un pan a été levé sur une tragédie silencieuse qui frappe les Rohingyas de Birmanie. Minorité ethnique musulmane implantée dans l'Arakan, région birmane jouxtant le Bangladesh, ils sont la cible de l'oppression du régime militaire birman et victimes de conditions de vie particulièrement difficiles. Des Rohingyas tentant de trouver refuge en Malaisie par bateau, phénomène que nous nommons boat people, se sont vus interceptés en Thaïlande où leur est réservé un traitement des plus particuliers.



Source: Daylife

Ainsi des centaines de boat people ont été abandonnés en mer dans des embarcations motrices durant le mois de janvier. L'armée thaïe qui dirige les opérations relâcherait les boat people dans l'intention délibérée de les abandonner à la faim et à la soif, et à une mort lente. Des témoignages affluent de touristes, citoyens, journalistes, qui ont rapporté ces faits par le biais de photographies et de vidéos corroborant les dires des survivants. En tentant d'échapper à l'oppression qui les frappent dans leur pays d'origine, les Rohingyas ont pour beaucoup non pas trouvé l'asile espéré mais la mort.

L'hypothèse la plus vraisemblable est que l'armée thaïe a sciemment mis en place un dispositif visant à se débarrasser de ceux qu'ils considèrent comme une « question de sécurité nationale ». L'armée, acculée, a déclaré « aider » les Rohingyas à repartir vers la Malaisie et l'Indonésie. Ces deux dernières années, près de 8.000 Rohingyas ont tenté de rejoindre la Thaïlande par bateau, et plus d'un millier d'entre eux aurait déjà péri en mer. La Thaïlande avait déjà tenté en 2008 de contenir l'afflux des nouveaux arrivants en envisageant de les regrouper sur une île déserte.

L'agence onusienne pour les réfugiés (UNHCR) a pu finalement avoir accès à certains survivants, mais le problème reste entier, puisque aucun des pays du sud-est asiatique ne compte accorder le statut de réfugiés à ces rescapés. La protection de cette population est une épineuse question, qui sera très probablement abordée au prochain sommet de l'ASEAN.

Minorité ethnique et religieuse, les Rohingyas musulmans de Birmanie sont l'objet dans leur pays d'une politique violemment discriminatoire : déni de citoyenneté, restrictions de mouvement, confiscation de terre, taxations arbitraires, restrictions d'accès aux soins et à l'éducation, et persécutions religieuses. Si un contentieux historique est à l'origine de la fracture (les Rohingyas sont considérés par le régime comme des migrants bengalis arrivés pendant la colonisation anglaise, et sont accusés d'avoir été à la solde du colonisateur britannique), l'étendue des mesures discriminatoires les touchant, en particulier l'apatridie, est néanmoins inadmissible.

Après son échec électoral de 1990, la junte s'est employée à faire de la minorité musulmane un bouc émissaire commode pour détourner sur elle les frustrations et la colère des Arakanais bouddhistes. S'en est suivie une entreprise de nettoyage ethnique et l'exode de près de 280 000 réfugiés vers le Bangladesh voisin. Après 2001, ils ont été accusés d'abriter le réseau terroriste Al-Qaïda par le régime qui a justifié ainsi une nouvelle vague d'exactions à l'encontre des Rohingyas.

La junte a au cours du mois de janvier 2009 fait publier un démenti officiel sur l'origine birmane de ces réfugiés rappelant que « les Rohingyas ne font pas partie des quelques 100 ethnies qui composent l'Union du Myanmar ». Une façon commode pour le régime militaire birman d'échapper à ses responsabilités d'état concernant l'obligation de protection de ses citoyens.

Info Birmanie exhorte le gouvernement thaïlandais à cesser immédiatement le refoulement des réfugiés rohingyas et à travailler de concert avec l'ONU et les pays voisins afin d'offrir aux boat people une solution décente et durable en termes de protection juridique.

Sources: Arakan Project, Reuters, Le Petit Journal, Le Monde, Thai News Agency, AFP

Nations unies et Communauté internationale

Le gouvernement anglais dénonce avec virulence les élections de 2010

Le Secrétaire d'Etat britannique aux Affaires Etrangères, Bill Rammell, a vivement critiqué les élections prévues par le régime birman en 2010, clamant qu'elles ne sont « organisées que dans le seul but de renforcer le pouvoir militaire derrière la façade d'un gouvernement civil ». Cette déclaration a été saluée par le mouvement démocrate birman ainsi que par les organisations occidentales de soutien aux démocrates birmans.

Il est essentiel que d'autres gouvernements rejoignent l'initiative anglaise en reconnaissant que les élections 2010 ne représentent absolument aucun progrès vers la démocratie.

Une ministre danoise en visite officielle

La ministre danoise en charge du développement, Ulla Tornaes, s'est rendue en Birmanie courant janvier, accompagné du ministre norvégien pour l'environnement et le développement Erik Solheim. C'est la première fois durant les vingt dernières années que des officiels européens de si haut rang se rendent en Birmanie.

Cette visite a suscité interrogations et polémiques, puisque la position commune européenne interdit à tout ministre européen de se rendre en Birmanie. La ministre danoise a donc outrepassé les règles européennes en vigueur. Il faut néanmoins souligner que l'objectif de cette visite était purement humanitaire et que la ministre danoise n'a eu a priori aucun contact avec les militaires au pouvoir.

Le Danemark et la Norvège figurent en tête de liste des généreux donateurs à l'égard du tiers-monde, et les deux ministres se sont rendues dans les zones touchées par le cyclone Nargis pour faire le point sur les programmes d'assistance et les besoins non couverts.

Cette visite envoie un signal négatif de la part de l'Europe à un moment où la brutalité des généraux à l'égard de la population birmane est plus forte que jamais. Surtout, l'argument de la ministre danoise (« mettons fin aux sanctions car la population est plus pauvre que jamais ») est fallacieux. Car il n'est absolument pas nécessaire de conditionner l'octroi d'aide humanitaire à des avancées politiques. Au contraire, l'aide humanitaire doit être déliée du cycle de négociations politiques.

C'est pourquoi **Info Birmanie** appelle l'Europe à accroître son aide humanitaire directe à la population birmane nécessiteuse, tout en réaffirmant une position politique ferme face aux généraux et en renforçant les mécanismes de pression existants.

Gambari prépare une nouvelle visite

L'émissaire onusien Ibrahim Gambari devrait se rendre début février en Birmanie pour une nouvelle visite à caractère politique. Un certain scepticisme entoure sa venue, au vu d'un bilan très contestable depuis sa prise de fonction en 2006.

Sa précédente mission s'était conclue sur un échec cinglant, puisque le général Than Shwe l'avait ouvertement snobé en refusant de le recevoir, et Aung San Suu Kyi avait également refusé de le rencontrer afin de manifester son mécontentement face à l'enlèvement des négociations entre la junte et les démocrates.

Par ailleurs, le Secrétaire Général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, fait face à une pression grandissante pour se rendre lui-même en Birmanie afin d'obtenir des progrès tangibles.

Arrestation d'un syndicaliste suite à une plainte au BIT

Le Bureau International du Travail (BIT) a confirmé l'arrestation du défenseur des travailleurs Zaw Htay, suite à l'aide qu'il a fourni à des paysans pour soumettre une plainte officielle au BIT.

Zaw Htay vient d'être condamné à 10 ans de prison par un tribunal de Magwe pour motif de « diffusion d'informations sensibles ». Zaw Htay avait aidé à documenter auprès du BIT la confiscation de plus de 5.000 acres de terre par les autorités militaires.

Le BIT a déclaré suivre le cas de Zaw Htay, tout en précisant que son mandat ne concerne que le travail forcé et les enfants-soldats. Cela laisserait entendre que la protection des syndicalistes n'est pas la priorité de l'organisation.

Info Birmanie appelle le BIT à utiliser tous les moyens de pression à sa disposition pour obtenir la libération de Zaw Htay, et à inclure dans son mandat la protection des citoyens et activistes qui transmettent des informations à l'organisation, sans que les violations continuelles que subit la population demeurent inconnues des instances internationales.

Les peuples birmans

Présentation de la diversité ethnique du peuple birman



Ce mois-ci : Les Shans

Représentant entre 8 et 10 % de la population birmane, les Shans constituent une minorité ethnique de poids. Démographiquement en premier lieu, ensuite parce qu'ils sont répartis dans un Etat qui les rassemble pour la majorité d'entre eux : l'Etat shan. Un des sept états birmans situés dans l'est de la Birmanie, il est aussi un des plus vastes.

Apparentés aux Thaïs, le terme shan est d'ailleurs dérivé de *siam*, ancien nom de la Thaïlande, les Shans ont une histoire qui rend leur itinéraire au sein de l'histoire du pays singulier. Installés dans la région au 13^{ème} siècle, venus du Yunnan (dans le sud ouest de la Chine), ils ont d'abord régné sur la haute Birmanie. Leur capitale se situait près de Mandalay, à Ava. L'apogée a duré deux siècles pendant lesquels ils contrôlaient les riches rizières au niveau du cours moyen de l'Irrawaddy. Dans les siècles suivants, ils ont constitué un ensemble de principautés dans les montagnes et hauts-plateaux de l'actuel Etat shan.

Bénéficiant d'une histoire propre qui les a très tôt doté d'une administration structurée et sous l'autorité de princes appelés *Saopwa*, le peuple shan a coexisté avec de nombreuses autres peuples installés dans les montagnes, comme les *Wa*, les *Pao*, les *Palaungs*, et les *Akhas* dont certains étaient vassalisés par les princes, tandis que d'autres conservaient leur autonomie.

Les principautés shan ont pu jouir d'une large autonomie lors de l'occupation britannique. Ayant le statut de protectorats, ils se sont tenus à l'écart des mouvements nationalistes birmans. Un accord leur garantissait un droit de sécession au terme d'une période de 10 ans à partir de l'indépendance. Le premier président de la Birmanie démocratique fut un prince shan, *Sao Shwe Thaik*. Mais le coup d'état de *Ne Win* en 1962 abolit le système et le droit de sécession. Depuis cette période, l'Etat shan a été le théâtre d'une multitude de dissidences armées.

Les Shans se sont battus dans tous les camps : surtout pour le compte de mouvements nationalistes spécifiquement shan, mais aussi d'armées privées de trafiquants de drogue, comme la *Mong Tai Army* de *Khun Sa*, l'un des anciens seigneurs de guerre et trafiquants de drogue les plus célèbres d'Asie du Sud Est. Pendant plus de trente ans, l'homme a contrôlé la culture et le trafic d'opium de la région, tout en clamant qu'il combattait pour l'autonomie de l'ethnie shan. L'Etat shan a également connu des guérillas d'autres ethnies, comme celle des *Pao*, des *Wa*, chez qui le Parti Communiste Birman s'était implanté, ou les *Palaungs*.

La production illicite de drogue (héroïne issue du pavot, Méta-amphétamines « *Ya-baa* ») est une des sources d'alimentation du conflit et gangrène la résolution de celui-ci, puisque cette ressource de poids finance les mouvements de rébellion mais asservit les trafiquants à des tractations opaques avec l'Etat birman et les puissances voisines.

En 2005, certains leaders shan en exil ont prononcé l'indépendance de la Fédération des états shans.

Bien que cette déclaration n'ait pas eu d'impact réel pour le peuple shan, l'armée birmane a mené une campagne de répression à l'encontre des Shans vivant en Birmanie. Ils ont eu à faire face des restrictions de leurs mouvements plus nombreuses et une recrudescence des raids dans leurs villages. De nombreux leaders, tant en exil qu'à l'intérieur soutiennent toujours la lutte démocratique d'*Aung San Suu Kyi* et la ligue shan pour la démocratie, proche de la *LND*.

Aujourd'hui, plusieurs groupes armés de libération ont signé des accords de cessez le feu. La situation humanitaire reste préoccupante car la population est victime de relocalisations forcées et de multiples exactions : birmanisation forcée, prostitution, abus de drogues, recrudescence des déplacés internes et de migrants illégaux, soumis à de nombreuses formes d'exploitations en Thaïlande.

Khun Sa, devant le drapeau shan



Le mouvement démocrate

Présentation d'un acteur du mouvement démocrate

Ce mois-ci : Le NCGUB

En 1990, la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) et d'autres partis affiliés ont remporté une victoire historique sur le pouvoir militaire en place, en obtenant lors d'un vote populaire plus de 80% des sièges au Parlement. Néanmoins, les militaires refusèrent de céder le pouvoir aux forces démocratiques et lancèrent une campagne de répression afin d'empêcher par tous les moyens la LND de former un gouvernement. C'est ainsi que le président de la LND U Tin Oo fut emprisonné, sa secrétaire générale Aung San Suu Kyi assignée à résidence, et de nombreux députés et porte-parole de la LND réduits au silence.



Face au blocage de la situation, les forces démocratiques décident de se réunir clandestinement, résolus à porter le mandat que le peuple leur avait conféré par les urnes. C'est ainsi que naissait, le 18 décembre 1990 à Manerplaw (dans l'état Karen) le **Gouvernement de Coalition Nationale pour l'Union de la Birmanie (NCGUB)**, également appelé **Gouvernement birman en exil**. Son siège se trouve désormais aux Etats-Unis.

Depuis 1990, de nombreux élus ont suivi le chemin de l'exil en raison de la répression qui sévissait et sévit encore à leur encontre. Ils sont une trentaine à vivre à l'étranger, principalement en Thaïlande et aux USA. En 1996, ils ont formé l'Union des Membres du Parlement (MPU) pour représenter l'assemblée élue n'ayant jamais pu siéger.

Logo du
NCGUB

Le premier objectif du NCGUB est la restauration de la démocratie, le respect des droits de l'homme et l'instauration d'un système fédéral. Le NCGUB sera dissous lorsque la démocratie sera restaurée dans le pays. Le Gouvernement birman en exil est composé d'un Premier Ministre (Dr Sein Win), élu par le MPU, et d'un cabinet de 6 ministres en charge de la politique étrangère, des affaires ethniques et fédérales, du travail, de l'éducation et des relations publiques.

Le NCGUB travaille à la définition de politiques alternatives à celles de la junte militaire et vise à les faire connaître dans les sphères diplomatiques. Le NCGUB a ainsi défini des positions claires sur des sujets clés :

- révision de la constitution imposée par les généraux et mise en valeur d'une constitution alternative pour une Birmanie démocratique et fédérale
- rôle de l'ONU comme médiateur politique entre la junte militaire et les forces démocratiques
- assistance humanitaire et réponse à la pandémie du SIDA
- politiques économiques, comme le soutien aux sanctions économiques ciblées en tant qu'outil de pression politique

Le NCGUB est particulièrement actif auprès de l'ONU, en étant au cœur des pourparlers au Conseil de Sécurité pour une résolution sur la Birmanie, et en entretenant des contacts privilégiés avec l'émissaire du Secrétaire Général, Monsieur Ibrahim Gambari.

Le NCGUB a également créé ces dernières années plusieurs institutions spécifiques aux besoins du pays :

- renforcement des médias indépendants, notamment par la création de Democratic Voice of Burma (DVB), devenu par la suite un radio indépendant ;
- soutien à l'émergence d'une société civile forte
- assistance humanitaire dans les domaines de la santé et de l'éducation auprès des minorités ethniques, par l'intermédiaire du Comité National de la Santé et de l'Education (NHEC) ;
- programme de réconciliation nationale pour atteindre l'unité et la paix entre tous les groupes ethniques qui composent la Birmanie ;
- création d'un bureau de représentation en Europe ;
- documentation et recherche grâce au Burma Fund, un think-tank qui publie régulièrement des rapports et qui organise des forums régionaux thématiques sur les questions économiques et politiques.



Dr. Sein Win
premier ministre en exil

Début 2009, une réforme a été adoptée, visant à créer un gouvernement unitaire afin d'améliorer la représentation politiques des divers groupes ethniques, prémices d'une Birmanie libre et fédérale. Cette réforme est l'aboutissement d'un cycle de travail de plusieurs années, sur un projet de constitution fédérale.

Face aux schémas actuels de violence et de domination qui encadrent les relations entre les militaires et les populations ethniques, cette constitution fédérale prouve que l'entente entre les différentes ethnies birmanes est possible, lorsque la cohabitation est basée sur des principes de paix, de justice et d'équité, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme. Une voie prônée par Aung San Suu Kyi depuis vingt ans...

Passons à l'action!



Opération "Un Livre Pour Vivre" jusqu'au 31 mars 2009

L'objectif ambitieux est de pouvoir diffuser 5000 exemplaires afin de générer 35.000 euros de ressources partagées entre Info Birmanie et la Clinique du Dr Maung, magnifique projet, installée en Thaïlande près de la frontière birmane qui soignent chaque année plus de 100.000 réfugiés birmans (les soins y sont gratuits)

Infos : <http://www.kiroed.com/pdf/La%20Clinique%20du%20Dr%20Cynthia%20Maung.pdf>

Ainsi par l'achat d'un livre et au delà de l'intérêt qu'il éprouvera à le lire, le lecteur participera à une action de solidarité concrète.

Le livre qui retrace le parcours de deux français en Birmanie permet d'aborder l'histoire et la complexité de sa crise politique actuelle. Ce roman engagé peut être commandé en ligne, paiement CB par paypal au prix de 20,50 euros, avec expédition gratuite sous 24 heures et livraison délais postaux. Il suffit de cliquer sur le lien : <http://www.kiroed.com/payement/>

Vous pouvez également vous procurer cet ouvrage auprès d'Info Birmanie, en nous adressant un chèque de 20,50 Euros au nom d'Info Birmanie.

Chronique littéraire

Parlons d'a priori... Au seuil d'un ouvrage, on n'en est jamais complètement dépourvu.

Birmane. Le livre en main, on redoute le roman « exotique », « féminin » dégoulinant de mièvrerie et de clichés. Et puis on y entre en douceur et on découvre le portrait d'une Birmanie à la fois somptueuse et oppressante. La peur et la souffrance, voilà ce qui ressort de l'ouvrage...

Le roman est centré autour d'un personnage masculin français. Seul. C'est son regard qui nous guide dans un pays, qui s'étonne, s'émeut et frissonne et c'est contagieux. Apprenti journaliste, à la recherche d'un scoop, il tente de rencontrer Khun Sa (cf. l'article sur les Shans) devenu vieillard grabataire. Il y croise des français attachés à la terre birmane, en résistance et lui-même se laisse entraîner dans cette résistance.

Itinéraire d'un ingénu en Birmanie donc, à travers ses gens, ses lieux et ses expatriés. A déplorer peut-être les rencontres trop peu nombreuses avec les Birmans. Il les croise mais ne les rencontre pas. La barrière de la langue sans doute...

La vertu pédagogique du roman demeure indéniable. On y retrace l'élan de 1988, les répressions qui s'ensuivirent, les élections confisquées et l'opposition malmenée, muselée. On évoque tout aussi bien la multitude ethnique et la complexité de la situation politique de ce pays.

Littérature engagée ? Il y a peu de l'homme révolté dans cet ouvrage, bien que cette révolte soit un peu sourde, un peu aveugle. Il y a cette rage en tout cas, celle qui vous empêche de céder au désespoir.

Une large audience et le Prix Interallié ont couronné ce roman, qui relate la Birmanie et son histoire sous un angle différent du plaidoyer politique habituel d'Info Birmanie, ou des articles de presse factuels. L'ouvrage vient en tout cas enrichir nos bibliothèques, et permet à notre cause d'avancer grâce à un public français sensibilisé au drame birman.

Cezubeh ! (merci en birman)





74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél: 01 46 33 41 62

www.info-birmanie.org/

Mail: info_birmanie@yahoo.fr

« Usez de votre liberté pour
promouvoir la nôtre »

Aung San Suu Kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerte les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site

Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice ;



Paroles de bénévoles

« J'ai poussé un jour la porte du local un peu par hasard, horrifiée par la répression de la Révolution safran, je voulais donner un peu de mon temps et de mon énergie pour lutter contre la junte birmane. C'est bien peu de choses quand d'autres y sacrifient leurs vies et font preuve d'un courage admirable en Birmanie. Je suis bénévole depuis un an, je contribue à la bonne marche de l'association et à la diffusion des informations encore trop rares sur ce pays. »

Sophie, bénévole depuis 2008.

**Contacter Sarah ou Isabelle au
01 46 33 41 62 ou par mail
info_birmanie@yahoo.fr**